

Si vous avez des difficultés à visualiser cet email, [suivez ce lien](#)

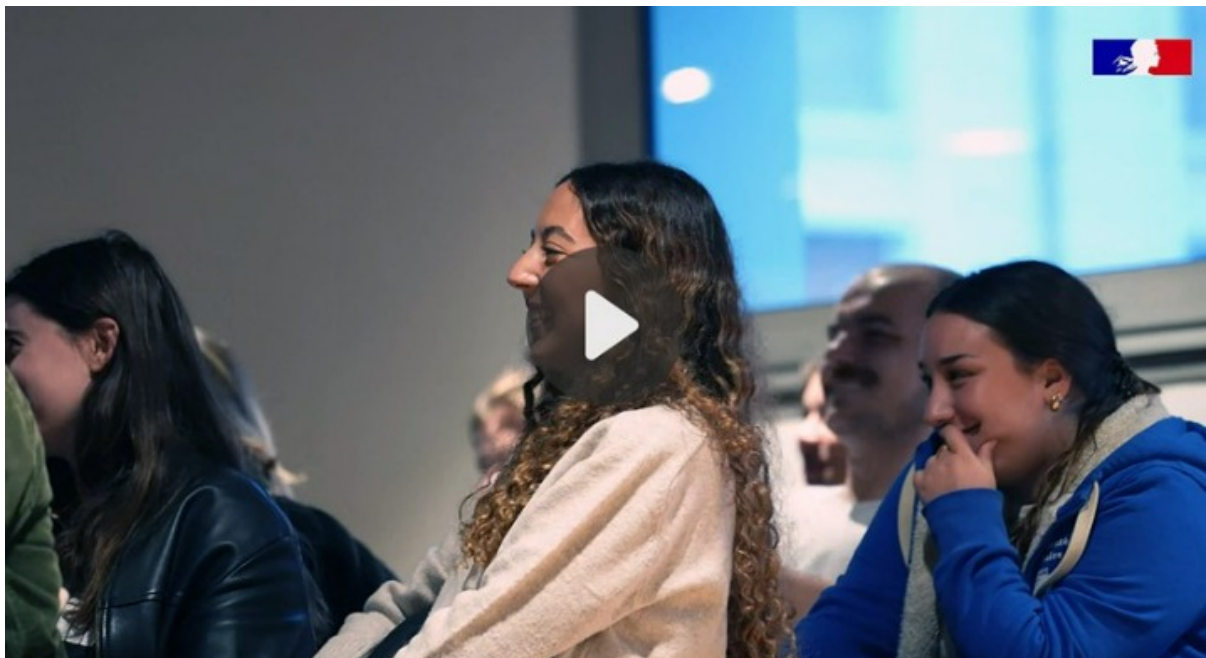


Lundi 3 novembre 2025

UN CONDENSÉ D'INFORMATIONS POUR LES ACTEURS ET USAGERS DE SANTÉ EN HAUTS-DE-FRANCE

● En images

Agir au plus près de la population lors des Semaines d'Information sur la Santé Mentale (SISM). En octobre de chaque année, [les SISM](#) promeuvent la santé mentale partout en France, pour lutter contre la stigmatisation, informer sur les ressources et agir au plus près de la population. Pour encourager ces initiatives, l'ARS Hauts-de-France a doublé son soutien financier en 2025 et soutenu 49 actions, dans le sillon de la grande cause nationale. Parmi ces projets : le service universitaire de santé étudiante de l'Université de Picardie Jules Verne, en lien avec l'EPSM de la Somme, a mis en place un théâtre débat destiné aux étudiants, avec trois représentations à Amiens, Beauvais et Laon. Pour en savoir plus sur les SISM et les événements menés chaque année, rendez-vous [sur le site dédié](#), animé par le Psycocom.



● C'est dans l'actu

Sandrine Williaume nommée directrice générale adjointe de l'ARS Hauts-de-France. Le 1^{er} novembre, Sandrine Williaume a rejoint l'agence régionale de santé Hauts-de-France en tant que directrice générale adjointe, aux côtés d'Hugo Gilardi, directeur général. Depuis juin 2022, Sandrine Williaume a exercé plusieurs responsabilités au sein des cabinets des ministres en charge de la santé, en qualité de conseillère puis cheffe du pôle accès aux soins et compétences. Directrice des soins diplômée de l'EHESP, elle a exercé différentes fonctions de direction et de coordination des activités de soins et de formation au sein de centres hospitaliers, après avoir été directrice de plusieurs instituts de formation paramédicale. Sandrine Williaume est infirmière de formation, spécialisée en anesthésie. Elle succède à Jean-Christophe Canler qui occupait le poste de directeur général adjoint depuis mai 2021. Il deviendra directeur de la délégation départementale du Nord à compter du 1^{er} février prochain. [En savoir plus.](#)

Forte baisse du tabagisme en Hauts-de-France. Le baromètre de Santé publique France met en évidence une diminution en France de 4 millions de fumeurs quotidiens de 18 à 75 ans entre 2014 et 2024. Cette tendance s'observe aussi en Hauts-de-France, avec une baisse de 7 points concernant les fumeurs quotidiens entre 2021 et 2024. Ces résultats montrent qu'une politique globale, ambitieuse et continue porte ses fruits. En Hauts-de-France, l'ARS soutient et porte des actions visant à éviter l'entrée dans le tabagisme et à accompagner les fumeurs vers le sevrage, avec un accent mis sur le renforcement des compétences psycho-sociales des jeunes, les lieux de santé sans tabac et la mobilisation dans le cadre de Mois sans tabac. Depuis cette année, l'ARS déploie le projet Villes libres sans tabac, qui consiste à élaborer un plan local de lutte contre le tabagisme à l'échelle de la collectivité territoriale. Ce projet sera déployé jusqu'en 2027 dans 5 villes par département et par année. Lens et Lille-Lomme-Hellemmes sont les deux premières villes de la région à s'engager dans cette démarche. [Plus d'infos.](#)

Monoxyde de carbone : des outils pour sensibiliser aux risques d'intoxication. Invisible, inodore et non irritant, le monoxyde de carbone (Co) est un gaz asphyxiant qui provoque chaque année des intoxications pouvant s'avérer mortelles. Il résulte d'une mauvaise combustion au sein d'un appareil de chauffage fonctionnant au gaz, au bois, au charbon, à l'essence, au fuel ou encore à l'éthanol. Un bon entretien des appareils de chauffage et des conseils pratiques permettent d'éviter les incidents. Chaque année, une centaine d'intoxications sont déclarées à l'ARS Hauts-de-France. Pour sensibiliser le plus grand nombre à ces risques et outiller les acteurs du territoire, l'agence a déployé une campagne d'information en radio et met à disposition un kit de communication (affiche, posts réseaux sociaux, articles prêts à publier, etc.) [disponible ici en téléchargement.](#)

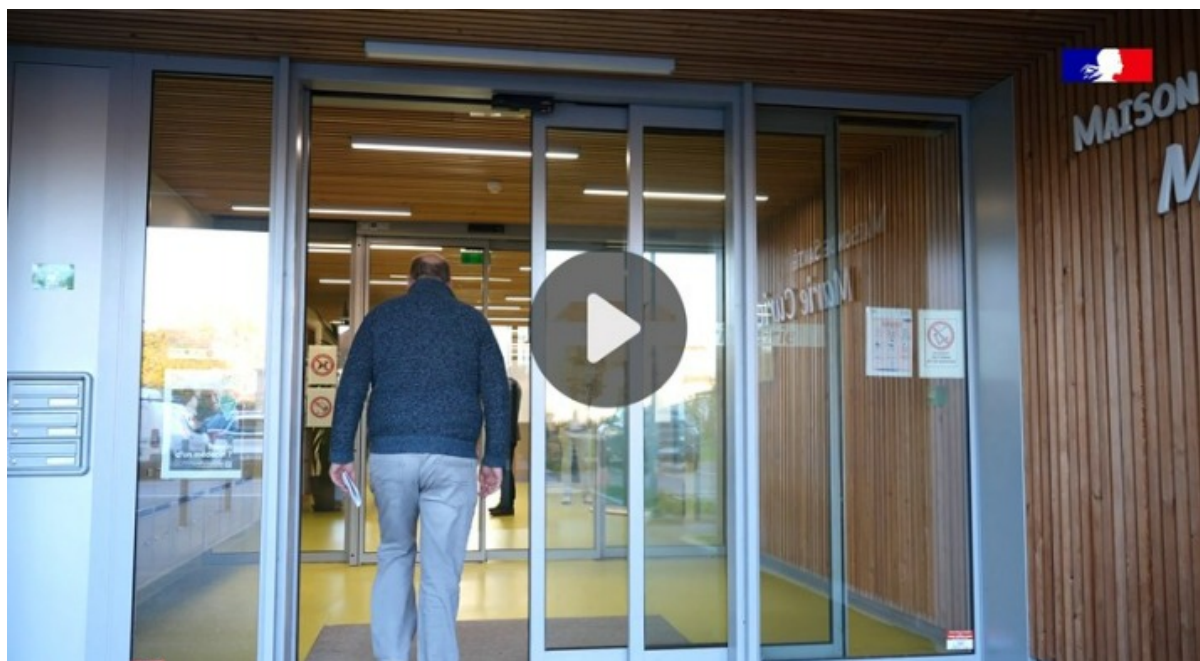
Dépistage du cancer du sein : l'ARS Hauts-de-France déploie sa stratégie d'aller vers. La détection précoce d'un cancer du sein augmente les chances de guérison et occasionne des traitements moins lourds. Afin d'augmenter le taux de participation au dépistage et réduire les inégalités territoriales de santé, l'ARS mène une stratégie d'aller vers pour accompagner les femmes dans les démarches de prévention, de la prise de rendez-vous jusqu'à l'examen, avec des plages de rendez-vous dédiées à la mammographie ou encore des entretiens individuels et pré-visites des salles de mammographie pour les personnes en situation de handicap. L'agence a par ailleurs engagé en 2024 plus de 7M€ pour financer le centre régional de coordination des dépistages des cancers (CRCDC) et près

de 150 000 € pour des actions d'accompagnement au dépistage organisé. A l'issue d'un appel à projets co-porté avec l'Assurance maladie, 51 projets menés par des acteurs de santé et sociaux ont été financés en 2025, pour un montant global de 460 000€.

Relayez la campagne nationale « prendre soin ». Depuis 2024, le programme Prendre soin, piloté par le ministère de la santé et relayé par les ARS et les DREETS, valorise les métiers du soin et de l'accompagnement social pour renforcer l'attractivité et l'emploi dans ces filières. Il s'appuie sur la plateforme Prendre soin, qui rassemble des fiches métiers, des offres d'emploi et les parcours de formation en France. Une nouvelle campagne de promotion met en lumière la réalité et l'utilité de ces métiers. De nombreux outils (affiches, visuels réseaux sociaux, films, dossier de presse) [sont mis à votre disposition](#) pour contribuer à changer le regard porté sur les métiers du soin et soutenir le recrutement.

● Ça s'explique

Un médecin près de chez vous : premières consultations dans les Hauts-de-France. La MSP Marie Curie d'Hesdin-la-Forêt (62) a accueilli les premières consultations réalisées dans le cadre du dispositif « Un médecin près de chez vous ». Cette mesure issue du pacte de lutte contre les déserts médicaux repose sur un principe de solidarité territoriale : des médecins volontaires exerçant dans d'autres territoires peuvent consacrer plusieurs jours de consultation par mois dans des territoires prioritaires, au sein de lieux adaptés à l'exercice de la médecine générale. Ces médecins solidaires peuvent être remplacés dans leur cabinet d'origine et bénéficient d'une indemnisation forfaitaire de 200 euros par jour de solidarité en plus de leurs honoraires de consultation. [Explication du dispositif en vidéo et rendez-vous ici pour vous engager en tant que médecin solidaire.](#)



● Ça se passe dans les territoires

Lutte contre les violences faites aux enfants : une nouvelle unité spécialisée ouverte à Valenciennes (59). L'ARS participait vendredi 10 octobre à l'inauguration de l'Unité d'accueil pédiatrique enfants en danger (UAPED) du Centre hospitalier de Valenciennes, la cinquième du département du Nord. Ces structures hospitalières ont pour mission d'offrir un accompagnement global et adapté aux enfants victimes de violences dont les violences sexuelles, en regroupant dans un même lieu un accueil sécurisé et bienveillant pour l'enfant et son accompagnant, des soins médicaux immédiats, une audition par les services d'enquête dans un environnement adapté, une évaluation médico-légale et une orientation vers un suivi psychologique et social. La région compte déjà 11 UAPED opérationnelles et 5 sont en cours de déploiement.

Les consultations jeunes consommateurs (CJC) et les lycées s'associent pour mieux prévenir les risques d'addiction. L'agence régionale de santé, en partenariat avec les académies d'Amiens et de Lille, développe des partenariats de terrain entre les consultations jeunes consommateurs (CJC) et les lycées afin que chaque lycéen de la région puisse être accueilli à proximité de son lycée en cas de questionnements sur ses consommations. Intégralement financées par l'agence régionale de santé, les CJC accueillent gratuitement et en toute confidentialité les jeunes, mineurs ou majeurs, ainsi que leurs familles pour écouter, informer et évaluer les comportements à risque des jeunes. Le partenariat entre les CJC et les lycées a pour objectifs de favoriser le repérage précoce par l'infirmière scolaire et l'accompagnement des jeunes en questionnement sur leurs consommations, qu'il s'agisse d'alcool, de cannabis, de tabac, de jeux de hasard ou de jeux vidéo. [Plus d'informations.](#)

Troubles du spectre autistique : un nouvel élan pour améliorer le repérage, le diagnostic et l'accompagnement des personnes autistes et de leurs proches. L'agence régionale de santé et le CHU Amiens-Picardie ont signé le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du centre ressources autisme situé à Amiens pour la période 2025-2027. Ce contrat définit les objectifs à atteindre et les moyens mobilisés pour renforcer la qualité des accompagnements proposés aux personnes concernées et à leurs familles. Il vise deux objectifs en particulier : repérer les enfants et adultes autistes en établissement médicosocial et réduire les délais d'attente. Il permettra notamment et concrètement la montée en compétences des professionnels sur le repérage, le diagnostic et les interventions, et améliorera le partage d'informations sur les connaissances, les bonnes pratiques et les ressources existantes sur le territoire. Ce contrat vise également à renforcer l'implication des personnes concernées et de leur entourage, en promouvant par exemple l'autodétermination et la pair-aidance. [En savoir plus.](#)

Handicap : inauguration d'une unité de vie innovante pour accueillir les enfants présentant d'importants troubles du comportement. Le 24 septembre dernier, l'ARS a participé à l'unité de vie « L'orée du bois » de l'IME Le château neuf de Monchy-le-Preux (62). Cette unité de vie accueillera des enfants pouvant relever de l'aide sociale à l'enfance et présentant des troubles psychiques, autistiques ou du neurodéveloppement associés à d'importants troubles du comportement. Cette unité de vie innovante est soutenue à hauteur de plus de 300 000 euros par l'ARS, à parts égales avec le Département du Pas-de-Calais.

Contrats locaux de santé (CLS) : une nouvelle dynamique dans l'Avesnois. Les communautés de communes du Sud-Avesnois et du Cœur de l'Avesnois ont signé avec l'ARS et leurs partenaires leur contrat local de santé à Avesnes-sur-Helpe (59), dans le prolongement du 3^e pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache. Un plan d'action de 22 mesures accompagne ce CLS autour de priorités fortes : accès aux soins, prévention des addictions, santé mentale et inclusion numérique en santé. L'ARS s'y engage pleinement, via le cofinancement du poste de coordination du CLS. Les premières actions sont déjà initiées, notamment des stages de promotion des métiers de la santé auprès des collégiens et lycéens et un investissement massif dans les établissements sanitaires et médico-sociaux du territoire. Outil de coopération entre les acteurs de terrain, le CLS consolide une ambition commune : améliorer durablement la santé et le bien-être des habitants des Hauts-de-France. [En savoir plus.](#)

● L'écho du national

Mois Sans Tabac – Du 1^{er} au 30 novembre 2025, le Mois Sans Tabac revient pour sa 10^{ème} édition. Pour bénéficier des outils et conseils pour vous arrêter de fumer ou participer au rayonnement de mois sans tabac en tant que partenaire, rendez-vous sur [le site web Mois Sans Tabac](#). **Cancers** • L'INCA publie [un référentiel organisationnel pour la mise en place du dispositif de fin de traitement en cancérologie](#). Le suivi personnalisé des personnes ayant eu un cancer est un enjeu majeur permettant d'anticiper, de prévenir et de prendre en charge les effets secondaires des traitements, les séquelles potentielles de la maladie, de détecter précocement les risques de récurrence ou de second cancer et plus largement d'améliorer la qualité de vie dans l'après-cancer.

📖 DES PROJETS À L'APPEL

Transports sanitaires L'ARS ATTRIBUE DE NOUVELLES AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE POUR DES VEHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS L'OISE

Cette initiative vise à adapter l'offre aux besoins spécifiques des territoires, en particulier dans les secteurs de Creil, Senlis, Méru, Saint-Just-en-Chaussée et Crépy-en-Valois. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 14 décembre 2025. [Ça m'intéresse](#)

Soins palliatifs L'ARS LANCE UN APPEL A PROJETS POUR LA CREATION D'UNE MAISON D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS PALLIATIFS

Cette initiative vise à renforcer l'offre régionale de soins palliatifs, en proposant un lieu de vie et de soins en complément des structures existantes. La structure accueillera des personnes majeures en fin de vie, en situation stable ou à complexité médico-psycho-sociale intermédiaire, ne pouvant ou ne souhaitant pas rester à domicile. Un accompagnement des proches et aidants est également prévu. Les projets retenus bénéficieront d'un soutien financier et d'un accompagnement pour leur mise en œuvre. Date limite de candidature : 20 janvier 2026. [Ça m'intéresse](#)

Instances L'ARS RECHERCHE DE NOUVEAUX MEMBRES POUR LE COMITE DE PROTECTION DES PERSONNES NORD-OUEST II.

Les CPP donnent un avis préalable sur la validité des recherches impliquant des personnes humaines. Ces comités regroupent des professionnels de santé et des spécialistes en éthique, droit, psychologie, sciences humaines et sociales ou action sociale, ainsi que des représentants d'usagers. [Ça m'intéresse](#)

Tous les appels à projets et candidatures

● L'ARS recrute

Assistant(e) de direction à la délégation départementale de l'Oise – Beauvais • **Médecin chargé(e) de mission** pour le pôle de proximité territorial de la Somme – Amiens • **Chargé(e) de mission** pilote de la démarche de dialogue de gestion avec les établissements de santé - Lille • **Chargé(e) de mission** pour le pôle de proximité territorial du Nord - Lille • **Responsable** de la cellule habitat du service santé environnement Oise - Beauvais • **2 chargé(e) de mission** santé numérique - Lille

Plus de postes à découvrir.

NOUS CONTACTER



556, avenue Willy Brandt
59777 Euralille



0 809 40 20 32
service gratuit + prix appel



[Site web](#)

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)